

## Sur la sortie de l'Euro et le débat en cours en France

Henri Wilno, *Anticapitaliste*, 2014

Un débat a récemment rebondi entre divers économistes français sur la sortie de l'euro. Même si cette discussion est moins intéressante et plus abstraite que celle qui parcourt Syriza ou, d'une autre façon, le Bloc de gauche portugais, il peut être utile de faire le point.



Ce débat, ouvert antérieurement par le M'pep (scission d'ATTAC) et l'économiste Jacques Sapir, a été revitalisé par Frédéric Lordon, électron libre de l'altermondialisme. Celui-ci avait antérieurement mis en avant sur le commerce international des positions fondées sur un antagonisme entre salariés français et chinois qui serait aussi pertinent que l'antagonisme de classe pour analyser la réalité actuelle<sup>1</sup>. Lordon a publié en juillet dernier dans *Marianne*, une [interview conjointe](#) avec Emmanuel Todd, démographe intéressant mais pour le moins incertain politiquement. Ensuite, Lordon a commis dans *Le Monde diplomatique* d'août 2013 un article intitulé « [Sortir de l'euro, mais comment ?](#) ». S'en sont suivies deux réponses émanant l'une de [Benjamin Coriat et Thomas Coutrot](#) (membres des Economistes atterrés) à l'interview dans *Marianne*, l'autre de [Pierre Khalfa](#) (« Le monde enchanté de la monnaie commune ») à l'article du *Monde diplomatique*. Il s'agit plus ici de revenir sur le fond de la question que de distribuer des bons et mauvais points aux protagonistes du débat.

### **Un rappel : une sortie de l'euro ne garantit pas une politique progressiste**

Un point fait justement consensus entre les critiques de Lordon et a toujours été souligné par le NPA : une sortie de l'euro ne garantit en rien une politique progressiste

- Le Royaume-Uni n'est pas dans l'euro, la politique menée par Blair puis Cameron n'est en rien fondamentalement différente de celles conduites en Europe continentale et les perspectives de croissance sont limitées. En Suède, la non-appartenance à l'euro (rejeté par référendum en 2003), n'a pas évité une politique de remise en cause partielle des politiques sociales, de flexibilisation du marché du travail, de privatisations.

- Dans le passé, la France n'était pas dans l'euro (qui n'existait pas), cela n'a pas empêché le thème de la « contrainte extérieure » d'être utilisée, tant par la droite que la « gauche » (sous Mitterrand), pour justifier des politiques antisociales.

- La sortie de l'euro n'est pas la « baguette magique » qui permettrait d'adoucir l'affrontement nécessaire avec les forces dominantes internes et externes que devrait mener un « gouvernement au service des travailleurs » parvenu au pouvoir dans un Etat européen (ou dans plusieurs d'entre eux).

### **Pas d'illusions sur la seule sortie de l'euro**

Le discours sur la sortie de l'euro comme moyen décisif pour se libérer du « carcan de Bruxelles » et mener des politiques progressives repose sur une mauvaise analyse. Le traité de Maastricht a représenté une étape majeure dans l'évolution de l'Union européenne. Mais l'Euro n'est qu'une des contraintes auxquelles se heurteraient un gouvernement anti-austérité, un gouvernement des travailleurs.

---

<sup>1</sup> Frédéric Lordon, « Comment rompre avec le libre-échange. La démondialisation et ses ennemis », *Le Monde diplomatique*, août 2011.

Commission et Cour de justice européenne interviendraient dès que seraient prises des mesures anticapitalistes (et même seulement antilibérales).

- La Commission condamnerait la France, par exemple, pour baisser la TVA des produits de première nécessité sans accepter un éventuel veto des autres pays, pour ne pas réduire assez vite ses déficits, etc.

- La France serait trainée devant la Cour de justice européenne pour entrave à la concurrence si elle imposait aux salariés employés sur le territoire française (quelle que soit leur nationalité et leur statut d'emploi) d'être payés conformément au droit social national, si elle mettait en place un système de crédit subventionné favorisant par exemple le logement, si elle réglementait les mouvements de capitaux, si elle imposait des clauses sociales et environnementales dans les marchés publics, etc.

Face à l'euro, des mesures concrètes importeraient plus que des proclamations. La proclamation d'une sortie immédiate de l'euro serait inutile et son coût important : désordre accru pesant sur la vie quotidienne des travailleurs (c'est un point essentiel), dévaluation du Franc reconstitué, accroissement de la facture pétrolière (sans parler de la dette extérieure si elle n'était pas annulée<sup>2</sup>- ce que préconise le NPA) qui ne serait pas forcément compensé par plus d'exportations. Par contre, un gouvernement des travailleurs prendrait immédiatement des mesures unilatérales (contrôle des mouvements des capitaux, expropriation des banques) et proposerait leur élargissement. Il mettrait fin à l'indépendance de la Banque de France et commencerait de fait à émettre des euros pour financer sa politique. Le processus de rupture avec la zone euro serait de fait entamé. La politique monétaire et de crédit aurait comme fil directeur : « Pas un seul sacrifice pour l'euro ».

De façon générale, un gouvernement au service des travailleurs devrait engager des actions unilatérales de réorientation de l'économie et de la société et d'amélioration immédiate des conditions de vie des couches populaires dont il proposerait l'extension à l'ensemble de l'Europe. Ce serait, comme disent les juristes une rupture *de facto* (de fait) avec l'Union européenne qui n'empêcherait pas de négocier<sup>3</sup> pour faire pression sur les autres Etats-membres (en comptant, bien sûr, surtout sur les mobilisations dans ces pays).

En fonction des événements, dans le ou les pays engagés dans un processus de transition vers un autre modèle de société, se poserait la question de mesures de défense des nouvelles conquêtes pour éviter un scénario du type 1981-82 (mesures sociales en France et effondrement du commerce extérieur). Il faudrait en venir aussi à une rupture ouverte (*de jure*- de droit-) avec les traités européens, avec l'Union européenne et donc avec l'euro.

Enfin, un tel processus ne se ferait pas sans affrontements majeurs où ce sont les rapports de force qui seraient décisifs. A chaque étape, un gouvernement des travailleurs devrait se préparer au coup suivant. Accessoirement, cela rend illusoire le scénario d'une relève en douceur de la monnaie unique par un édifice « monnaie commune + devises nationales », telle qu'elle est avancée par Lordon dans son article du *Monde diplomatique*.

### **La zone euro peut s'effondrer**

Autre chose est l'analyse selon laquelle l'euro est en sursis du fait des vices congénitaux des traités européens. La zone euro est effectivement toujours dans l'incertitude. Comme les partisans du « Non » à Maastricht l'avaient annoncé, elle a échoué à remplir ses objectifs proclamés d'homogénéisation économique de ses composantes. Les rapports entre les Etats européens sont de plus en plus dissymétriques. Les mécanismes de décision patinent à chaque fois qu'un des grands Etats est réticent. C'est le cas en ce

---

<sup>2</sup> Jacques Sapir avance sur l'impact d'une sortie de l'euro sur la dette extérieure une argumentation à étudier, même si Pierre Khalifa se croit autorisé à l'écarter sans examen réel.

<sup>3</sup> Rappel historique : comme les bolcheviks russes en leur temps l'ont fait. Un pays en transition ne peut faire abstraction de son environnement.

moment pour l'union bancaire pourtant annoncée à grands sons de trompe comme marquant une nouvelle étape de prévention des crises bancaires.

On peut penser qu'une sortie de l'euro, ou une partition de la zone euro, pourrait être impulsée par les Etats bourgeois dominants (Allemagne) si des dettes souveraines ou des crises bancaires généraient des perturbations trop coûteuses pour les mécanismes de coopération existants (comme le MES-mécanisme européen de solidarité-). Mais les positions concrètes d'Angela Merkel sont révélatrices qu'un tel choix n'est actuellement pas celui des bourgeoisies européennes. D'autant que la question n'est pas qu'économique. Et que la décision serait certainement prise en fonction de considérants politiques renvoyant au positionnement global des Etats capitalistes européens.

Le saut possible dans cet inconnu n'est pas à ignorer. Mais cela n'ouvrirait pas forcément un horizon radieux pour les peuples et les travailleurs d'Europe. Tout, au contraire, un effondrement de l'euro, comme produit des coups de boutoir de la crise et des contradictions des politiques des bourgeoisies européennes, inaugurerait une période de tensions nationales qui déboucheraient sur un renforcement et un accès possible au pouvoir de l'extrême-droite.

Le fait que cette horizon fasse partie des possibles rend encore plus nécessaire pour les anticapitalistes, outre l'intervention active dans les luttes, la mise en avant d'une autre perspective sociale et civilisationnelle en phase avec les préoccupations des mouvements comme Occupy Wall street et les indignés mais posant simultanément, contrairement à ces mouvements, la question du pouvoir.

### **L'horizon de la rupture.**

Comment rompre avec les politiques de régression sociale en Europe ? Un projet de réorientation progressiste de l'Union européenne a-t-il une pertinence pratique ? Il est de fait que bourgeoisies européennes et forces politiques dominantes, de droite et de gauche, sont unifiées sur l'essentiel d'un programme d'austérité et de casse des acquis sociaux. Par contre, les salariés et l'ensemble des dominés continuent de lutter pays par pays. Sur la base de ces constats, on peut penser que la seule perspective crédible est aujourd'hui celle d'une victoire sociale et politique dans un pays. Mais celle-ci pourrait ébranler l'ensemble de l'édifice et il faudrait agir pour en étendre la dynamique aux Etats voisins. Ceci dans un cadre où bourgeoisies nationale et internationale se mobiliseraient opiniâtrement pour faire avorter ou détourner le processus.

La question des voies et du niveau d'un processus de rupture avec les politiques de l'Union européenne est notamment posée dans l'ouvrage dirigé par Cédric Durand «*En finir avec l'Europe*» (La Fabrique éditions, 2013). Elle apparaît explicitement dans la contribution de Coriat et Coutrot avec des formulations vagues mais assez correctes : «*Nous pensons quant à nous que si des ruptures politiques sont dans l'avenir inévitables face à un néolibéralisme radicalisé et politiquement insoutenable, ces ruptures, selon toute probabilité, s'opéreront bien d'abord au plan national. La Grèce, le Portugal, l'Espagne, où de puissants mouvements citoyens ont commencé à émerger, sont les candidats immédiats, et l'éventail des possibles va s'élargir à mesure que la crise continuera à s'approfondir. Mais aucun des pays singuliers conduits à la rupture ne pourra par lui même et en solitaire tracer sa voie hors de la crise.*»

Pierre Khalfa prétend être plus précis mais, ce faisant, il s'enferme dans une logique étapiste illusoire où un «*gouvernement de gauche*» ( ??) discourrait, négocierait, pourrait même ne pas violer formellement les traités européens. A propos de l'euro, il s'en tire par un tour de passe-passe : «*Sans une transformation en profondeur des États-nations qui les soustrairait à cette domination, ce qui suppose un changement politique radical, la sortie de l'euro ne peut permettre une rupture avec le néolibéralisme et si cette transformation a lieu, elle rend inutile la sortie de l'euro.*». Le mérite de Khalfa est de ne pas s'enfermer dans le nationalisme, mais il tend à transposer au niveau européen la ligne zigzagante suivie au niveau français par le Front de Gauche (auquel par ailleurs il appartient).

## Cours de l'euro : l'arbre qui cache la forêt de l'austérité

Henri Wilno, Tout est à nous ! n°182, 14 février 2013

*Début février, l'euro s'est établi à son niveau le plus élevé depuis 14 mois à 1,37 euro pour 1 dollar. En juillet dernier, il était à 1,21. Le monde vit en régime de changes flottants, cela veut dire que le cours des grandes monnaies (en dehors de la monnaie chinoise) fluctue au gré des humeurs des banques et des spéculateurs...*

De 1945 à 1971 a existé un régime de changes fixes où les cours des monnaies étaient définies les unes par rapport aux autres et par rapport à l'or. Ce système a été emporté par la crise monétaire et économique des années 70. Le cours des monnaies varie en fonction de données économiques (comme le commerce extérieur), du niveau des taux d'intérêt (qui rend intéressant les placements dans une devise plutôt qu'une autre) et des spéculations des marchés.

Avec leur libéralisation, la spéculation sur les monnaies s'est développée de façon exponentielle. Aujourd'hui le montant des transactions internationales sur les monnaies est bien supérieur aux montants nécessaires au commerce international.

### **L'anarchie monétaire**

Pourquoi l'euro monte-t-il par rapport au dollar ? Parce que la politique menée en Europe rassure les financiers. Ils changent donc leurs dollars contre des euros. Le taux de base de la Banque fédérale américaine est de 0,25 %, celui de la Banque centrale européenne de 0,75 % malgré la récession de l'économie. Il est donc plus rentable de placer ses liquidités en euros qu'en dollars. Les politiques d'austérité plaisent aussi aux financiers, de même que la garantie illimitée accordée aux banques européennes par la BCE et les États européens. Ceci dit, tout cela est instable et l'euro pourrait rebaisser dans un mois, par exemple en cas de grave crise bancaire en Italie.

Ces fluctuations anarchiques des monnaies pèsent sur les entreprises. Si l'euro monte par rapport au dollar, cela fait monter le prix des exportations françaises. Et les salariés paient les pots cassés : les patrons leur expliquent que leurs salaires sont trop hauts, leur productivité trop faible, etc. Alors que c'est l'anarchie capitaliste qui est en cause. De plus, particularité européenne, la BCE a comme seul mandat la stabilité des prix, alors que d'autres pays n'hésitent pas à agir sur le cours de leur monnaie. Enfin, les différents pays européens ressentent différemment la hausse de l'euro : l'Allemagne vend des produits plus « haut de gamme » que la France, ses exportations s'accommodent donc d'un euro plus haut.

Face à cette situation, Marine Le Pen a ressorti son couplet nationaliste contre l'euro, responsable de tous les maux de l'économie française. En réalité, la question n'est pas celle de l'euro : une France avec sa propre monnaie, des politiques d'austérité et la liberté des mouvements de capitaux connaîtrait les mêmes problèmes.

Baisser d'un tiers les salaires !

Ce qu'il faut, euro ou pas, c'est mettre en œuvre une politique qui en finisse avec la liberté des spéculateurs et rompe avec la logique mortifère du capitalisme en crise. Autrement, celle-ci s'approfondira : le 25 janvier, l'économiste en chef de Goldman Sachs déclarait qu'il faudrait en France une baisse générale des salaires « d'environ un tiers » ! Les décisions du dernier sommet européen du 8 février participent de cette fuite en avant des gouvernements qui accentue la crise.

## Sortir de l'euro ou construire une autre Europe ?

Daniel Minvielle, *Tout est à nous !* n°17, janvier 2011

*La crise de la dette n'en finit pas de menacer l'Europe. Les 20 et 21 novembre c'est l'Irlande, au bord de l'effondrement financier et de la faillite, qui, après la Grèce, a fait l'objet des attentions du FMI, de la BCE et de l'Union européenne. À leur tour, le Portugal et l'Espagne sont maintenant dans la ligne de mire. Face à cette situation, les solutions prônant des formes de repli national se développent. Même à gauche...*

Le ministre portugais des Affaires étrangères vient de déclarer que son pays serait contraint de « sortir de l'euro » s'il ne trouvait pas les ressources politiques nécessaires pour sortir de la crise. Pour le gouvernement portugais, il s'agit, en agitant cette menace, d'inciter l'ensemble des partis à se regrouper autour de lui, dans une « union nationale » faisant face à la contestation sociale qui s'oppose aux plans d'austérité.

Mais la proposition de « sortir de l'euro » est également mise en avant par diverses organisations politiques. De la droite souverainiste, bien évidemment. Mais aussi de certaines organisations de la gauche dite radicale. En France, l'« appel des 1 000 pour sortir de l'euro et construire une monnaie commune », qui circule à l'initiative du Mouvement politique pour une éducation populaire (M'PEP) de Jacques Nikonoff, reste somme toute anecdotique. En Grèce, c'est cependant toute une partie de la gauche anticapitaliste qui reprend à son compte le mot d'ordre « sortie de l'euro ».

Pour ces organisations, le retour à une souveraineté nationale monétaire, en redonnant aux États le pouvoir de fixer la valeur relative de leur monnaie par rapport à une ou des monnaies d'échange internationales, permettrait de rééquilibrer les termes des échanges extérieurs, de soulager ainsi le poids de la crise sur les populations, et même de sortir les pays européens de la crise. Mais d'une part, les causes fondamentales des difficultés de l'Europe, partie prenante d'une crise globale et mondialisée, ne peuvent se résumer à la question de ses institutions monétaires et de l'euro, et il est illusoire d'espérer en sortir... en sortant de l'euro. D'autre part, on peut se poser la question du sens politique que prend un tel mot d'ordre, souverainiste même quand il se dit de gauche, au moment où les travailleurs, un peu partout en Europe, se mobilisent contre les mesures d'austérité, accentuant la crise politique qui touche tous les États européens et leurs institutions, mettant directement en question les pouvoirs en place.

Il n'y a pas de raccourci souverainiste à la sortie de la crise. Et les seules réponses qui valent, aussi bien à la question de la monnaie qu'à toutes celles que la crise met à l'ordre du jour, sont celles que les travailleurs organisés, mobilisés autour de la défense de leurs propres intérêts, seront en mesure d'apporter.

### **L'Europe, maillon faible de l'économie mondiale**

La crise prend en Europe un aspect particulier du fait que la crise des déficits publics, qui touche l'ensemble de ses pays, au point de menacer les plus faibles d'entre eux de faillite, provoque une crise de l'euro.

La monnaie unique européenne avait été mise en place pour unifier du point de vue monétaire, au bénéfice de la grande bourgeoisie européenne, la zone européenne de libre-échange face au marché américain et au marché asiatique ouvert aux produits japonais. Imposée à tous les pays de l'Union monétaire européenne indépendamment de leur richesse et de leur productivité relative, elle n'a pas, comme on nous le promettait alors, « lissé » ces inégalités. Bien au contraire, elle les a accentuées. Les contraintes des institutions monétaires européennes, en assujettissant chacun des pays européens à l'euro, ne pouvaient qu'aggraver le terme des échanges au sein de la zone. Cela s'est fait au détriment des populations de toute la zone, au profit des banques des pays les plus riches, Allemagne et France en tête. Et cela s'est accompagné d'un endettement public auquel les États n'ont d'autre réponse que les plans d'austérité qui frappent les travailleurs européens et qui ne peuvent qu'accentuer la récession économique.

Le risque de faillite de pays comme l'Irlande, la Grèce, l'Espagne, le Portugal, qualifiés de « maillons faibles » de l'Union monétaire européenne, n'est pas le principal sujet de préoccupation de la grande bourgeoisie financière européenne. Les plans de sauvetage concoctés au mois de mai par les dirigeants européens, la BCE et le FMI sont là pour tenter de faire face à cette éventualité en rachetant aux banques les titres obligataires menacés par ces faillites, à coup de centaines de milliards d'argent public. C'est ce plan de sauvetage qui est mis en œuvre aujourd'hui pour sauver les banques irlandaises du naufrage.

Le problème essentiel provient du fait que les dirigeants européens sont incapables de faire jouer à l'euro, monnaie d'échange internationale, le rôle d'arme dont les multinationales européennes auraient besoin dans la concurrence qui les oppose aux autres bourgeoisies internationales, en particulier nord-américaine. Jouer sur la valeur relative des monnaies, dans une « guerre des changes » dont un épisode aigu est en train de se dérouler en ce moment, est une façon d'arracher des parts sur un marché mondial rétréci par la crise. Baisser la valeur de sa monnaie par rapport à la concurrence, c'est baisser les prix de ses produits, favoriser les exportations, freiner les importations...

L'Union européenne des patrons et des banquiers est en situation de faiblesse dans cette guerre, parce que l'euro est une monnaie sans État, monnaie d'une zone de libre-échange sans unité politique, divisée par les rivalités et peut-être au bord de l'éclatement. Les institutions monétaires européennes sont de ce fait incapables de lutter contre la politique de dumping monétaire menée en particulier par les États-Unis et les marchés des changes qui, en poussant le dollar à la baisse, font de l'euro une monnaie constamment surévaluée et de l'Union européenne le maillon faible de l'économie capitaliste mondialisée.

À ce titre, on peut certes dire que l'euro, instrument de la politique des classes dominantes européennes, est un des facteurs de la situation particulière de l'Europe dans la crise générale dont les populations payent le prix fort. Mais cela n'implique évidemment pas que la sortie de l'euro soit une réponse en elle-même, loin s'en faut.

### **Une Europe des travailleurs et des peuples**

Pire, dans la situation de mobilisation sociale montante que nous vivons en ce moment, alors que le rapport de forces social et politique est en train de changer, ce mot d'ordre contribue à détourner les luttes sociales de leurs objectifs propres vers le terrain électoral.

Un mot d'ordre comme « sortir de l'euro » peut effectivement trouver un écho parmi les travailleurs qui en ont assez d'une politique réactionnaire dont ils perçoivent l'euro comme le symbole. Sous prétexte de « *couper l'herbe sous le pied des forces d'extrême droite* » – comme l'écrit J.Nikonoff –, il met en avant des conceptions souverainistes auxquelles il n'y a aucune concession à faire, même si elles se prétendent de « gauche ». Il entretient des illusions sur la protection que constituerait un État national souverain, pour peu qu'il soit gouverné par une « vraie gauche ». Cette politique est une impasse dangereuse.

Les réponses à la crise monétaire, comme à toutes les questions relatives à la crise globale et mondialisée, posent bien évidemment la question du pouvoir politique. Mais cette question ne peut pas se réduire à savoir quel parti exercera le pouvoir dans le cadre des institutions de la République. Ce qui est posé, c'est la question de la nature de classe de l'État, c'est-à-dire de son changement révolutionnaire.

Pour cela, il n'y a pas de recette magique, simplement la certitude que les mobilisations, l'organisation du monde du travail pour arracher aux gouvernements et aux patrons qu'ils représentent les exigences sociales les plus élémentaires (arrêt des mesures d'austérité, salaires, emploi...), peuvent conduire à un tel changement à condition qu'elles se donnent une stratégie, un programme adapté aux mobilisations, en pleine conscience du terrain de classe sur lequel elles se déroulent. Et qu'elles osent aller jusqu'au bout de l'affrontement avec le pouvoir en place, répondre à la question de qui décide dans cette société, une

minorité de parasites financiers ou la grande majorité des travailleurs, en instaurant un gouvernement démocratique des travailleurs pour les travailleurs.

Un tel gouvernement se mettant en place dans un pays européen pourrait prendre toutes les mesures de contrôle de la finance et de la production nécessaires à satisfaire, dans les meilleures conditions possibles, les besoins de la population.

Dans ce cadre, il serait très probablement amené à sortir de l'euro pour rompre avec l'Europe de la BCE. Mais ce serait pour prendre l'initiative de la construction d'une autre Europe, celle des travailleurs et des peuples, laquelle serait alors à même de se doter et de contrôler un système monétaire adapté à ses besoins. Cette Europe est inscrite dans les luttes en cours qui, en Grèce, en Espagne, en France, se développent et s'organisent autour du refus de payer leur crise, et se heurtent à la même nécessité, pour gagner, de mener l'affrontement jusqu'au bout.

## **Quelle monnaie ? Est ce bien la question ?**

**Catherine Samary, *Tout est à nous !* n°17, janvier 2011**

***Un débat émerge dans le mouvement social et les partis de gauche sur la nécessité de « sortir » de l'euro. Mais au-delà des monnaies, ce sont surtout les politiques mises en oeuvre qu'il faut remettre en cause.***

On ne comblera pas en peu de temps l'écart entre les mobilisations nécessaires pour rendre crédible un autre projet européen et l'état actuel des mouvements sociaux, syndicaux et politiques. Ce fait, combiné à l'hétérogénéité des situations, peut favoriser l'hypothèse qu'il serait plus réaliste et efficace de sortir de l'euro pour résister aux plans sociaux. Cela n'a rien d'évident. Mais pour en débattre, il faut d'abord rejeter les fausses évidences, enfermées dans un fétichisme des monnaies (qu'il s'agisse de l'euro, du franc ou d'une monnaie commune).

### **Une même monnaie ne vaut-elle qu'à niveau de développement égal ?**

On lit par exemple sur le site du M'PEP (en septembre) : « *pour partager une monnaie unique, il faut des niveaux de développement homogènes* ». Mais, comme toutes les monnaies « nationales », le franc a unifié un territoire hétérogène : les budgets (voire, dans le cadre de la reconstruction d'après-guerre, des investissements planifiés avec des fonds publics) ont cherché à réduire les inégalités... Car il est vrai que si l'on applique à un territoire économiquement hétérogène la seule concurrence de marché, les inégalités se creusent : la compétition libre entre inégaux renforce... les plus forts.

Cela s'est réalisé au sein de la zone euro. Mais ce n'était pas fatal : c'est justement la compréhension largement consensuelle que la monnaie unique risquait d'aggraver les inégalités qui avait conduit les gouvernements de l'UE à introduire en 1994 un « fonds de la cohésion » visant à aider les pays membres dont le PIB était inférieur à 90 % de la moyenne communautaire (Grèce, Portugal, Espagne et Irlande). Ces pays avaient aussi bénéficié (comme chaque région en-dessous de 75 % du PIB moyen), de « fonds structurels » augmentés en 1975 face à l'hétérogénéité croissante de la Communauté. Mais l'Acte unique de 1986 (négocié après le tournant néolibéral de la gauche française) accentua la logique de concurrence par la libre circulation des capitaux et l'unification allemande produisit un choc radical. En contrepartie de l'abandon du Deutsche Mark, le couple franco-allemand négocia le carcan monétariste de Maastricht et l'absence de solidarité financière entre États : seuls les financements privés devaient répondre aux besoins d'investissements. La concurrence sur la fiscalité et les salaires allait marquer le nouvel élargissement vers l'est de l'Union. Au lieu d'être augmentés, les fonds structurels du budget européen seraient plafonnés... Mais il s'agit de choix. Pas de l'euro en tant que tel.

## **Une monnaie commune est-elle en elle-même porteuse de solidarité ?**

« Une monnaie commune permettrait la solidarité et la coopération avec les pays qui le souhaiteraient », suggère le même texte du M'PEP. Certes. Mais ce n'est toujours pas une question monétaire. La solidarité et la coopération peuvent être prônées avec l'euro comme avec des pays qui ne partagent avec nous aucune monnaie... À l'inverse, malheureusement, la même monnaie, commune par exemple, « permettrait » tout autant des politiques de régression sociale : c'est ce qui s'est passé dans les années 1980. Avec le franc pour monnaie « souveraine », et l'écu pour monnaie commune, on a vécu le tournant vers l'austérité et les politiques néolibérales, sous la présidence de F. Mitterrand, en 1982-1983 : avec une chute de dix points de la part des rémunérations salariales dans la valeur ajoutée en quelque dix ans, en s'ajustant sur l'austérité allemande... Et ce système monétaire européen (SME) a connu une crise majeure (avec spéculation massive sur les monnaies) en 1992, forçant à élargir les marges de fluctuation à 15 % autour des parités... accélérant l'orientation vers une monnaie unique. Il est peu convaincant d'affirmer aujourd'hui qu'un retour en arrière serait stabilisateur, ou facile – encore moins, en lui-même, porteur de solidarités.

Jacques Sapir, tout en prônant d'aller vers une monnaie commune, préconise deux mesures : une monétisation de la dette (levée des clauses de Maastricht qui interdisent aux banques centrales de financer les dettes publiques) ; et un contrôle des mouvements de capitaux. Ces mesures sont indispensables pour aller vers un contrôle public des financements. Mais on peut en formuler l'exigence sans sortir de l'euro... En elles-mêmes, elles impliquent une remise en cause des traités européens actuels. Mais ce n'est pas l'euro ni le montant des dettes qui sont à l'origine de l'instabilité appelée « crise », ce sont les financements spéculatifs jouant sur les maillons faibles d'une Union sans cohésion ni solidarité. Les gouvernements européens doivent introduire des financements européens dits « solidaires » pour contrer cette spéculation – et sont donc obligés de modifier les traités. Mais ils veulent introduire des mesures injustes, inefficaces et non démocratiques, parce qu'il s'agit de renforcer les fardeaux pesant sur les populations en comprimant les dépenses sans toucher à la logique des financements privés et des marchés.

## **Construire une autre Europe**

C'est donc le moment de marteler des exigences démocratiques et sociales pour construire une autre Europe : refuser les plans sociaux européens en exigeant, par des mobilisations nationales et européennes, un processus constituant pour la mise à plat des traités, avec un contrôle pluraliste public de tous les modes de financement européens, appuyé sur un audit public sur les dettes et un moratoire de leur paiement.

L'enjeu est l'émergence d'un « non de gauche » aux plans antisociaux – européens et nationaux. Il devra être l'adversaire irréductible des nationalismes racistes et de l'ethnicisation des questions socio-économiques... notamment monétaires. Il faut mettre en évidence derrière la monnaie des choix sociaux et politiques, exprimer des objectifs mobilisateurs solidaires contre les politiques dominantes (des priorités sociales et écologiques ; des processus démocratiques), avec une « géométrie variable » quant aux scénarios (politiques et monétaires) largement imprévisibles – mais en valorisant les aspirations à une Europe solidaire et sans frontières contre toutes les divisions racistes.